



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

ICC-PIDS-WU-50/10_Fra

11 octobre 2010 #50

La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour, tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

La Chambre d'appel annule les décisions relatives à la suspension de l'instance et à la remise en liberté de Thomas Lubanga Dyilo

Le vendredi 8 octobre 2010, la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a annulé les décisions par lesquelles la Chambre de première instance I avait ordonné la suspension de l'instance dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo* et la remise en liberté de l'accusé. En exécution de cet arrêt, Thomas Lubanga Dyilo restera sous la garde de la Cour pour la durée de son procès, qui peut à présent reprendre son cours.



Thomas Lubanga Dyilo © ICC-CPI | Judge Song © ICC-CPI

Le 8 juillet 2010, la Chambre de première instance I avait ordonné la suspension de l'instance dans l'affaire *Thomas Lubanga Dyilo*, considérant qu'un procès équitable n'était plus possible du fait de la non-exécution par l'Accusation des ordonnances de la Chambre. Celle-ci avait auparavant ordonné au Bureau du Procureur de communiquer à titre confidentiel à la Défense le nom de l'intermédiaire 143 ainsi que d'autres informations permettant de l'identifier. Toutefois, l'Accusation n'a pas exécuté ces ordonnances. À la suite de la décision de suspendre l'instance, la Chambre de première instance I avait ordonné, le 15 juillet, la remise en liberté de l'accusé. Le Procureur avait alors interjeté appel de ces décisions.

Le juge Song, juge président dans le cadre de ces appels, a résumé l'arrêt en audience publique, expliquant que la Chambre d'appel rejetait les deux moyens avancés par le Procureur, à savoir que la Chambre de première instance avait eu tort de conclure qu'il avait refusé de se conformer aux ordonnances de la Chambre et que celle-ci s'était méprise quant à la position adoptée par le Procureur s'agissant de son devoir de protéger, entre autres, les victimes et les témoins.

Dans son résumé de l'arrêt, le juge Song a souligné qu'il ne faisait aucun doute que le Procureur ne s'était pas conformé aux ordonnances de la Chambre lui enjoignant de révéler l'identité de l'intermédiaire 143, alors que les ordonnances rendues par les Chambres ont caractère contraignant et devraient être considérées comme telles par l'ensemble des parties et participants tant qu'elles n'ont pas été suspendues par la Chambre d'appel. Le juge président a également souligné qu'en vertu du Statut, la Chambre de première instance est en définitive garante de l'équité et de la rapidité du procès, sous réserve uniquement des pouvoirs de la Chambre d'appel.

La Chambre d'appel considère toutefois que la Chambre de première instance a eu tort de recourir immédiatement à la solution de la suspension de l'instance plutôt que d'imposer d'abord des sanctions afin de contraindre le Procureur à se conformer à ses ordonnances. Les sanctions constituent pour les Chambres un outil important leur permettant de contrôler les débats dans le cadre du procès et de garantir l'équité de celui-ci sans avoir à recourir à des mesures extrêmes telles que la suspension de l'instance, a déclaré le juge Song dans son résumé de l'arrêt.

Enfin, la Chambre d'appel conclut également que comme la décision de remettre Thomas Lubanga Dyilo en liberté reposait entièrement sur la décision de suspendre l'instance, l'annulation de cette dernière emporte annulation de la décision de remettre l'accusé en liberté.

Thomas Lubanga Dyilo est accusé d'avoir commis, en tant que coauteur, des crimes de guerre consistant à procéder à l'enrôlement et à la conscription d'enfants âgés de moins de 15 ans dans les rangs des Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC) et à les faire participer activement à des hostilités en Ituri, un district de la province Orientale de la République démocratique du Congo, entre septembre 2002 et août 2003.

Décisions adoptées entre le 4 et le 8 octobre 2010

Affaire Lubanga

Order on the reclassification of a document

Rendue par la Chambre d'appel le 6 octobre 2010

Judgment on the appeal of the Prosecutor against the decision of Trial Chamber I of 8 July 2010 entitled "Decision on the Prosecution's Urgent Request for Variation of the Time-Limit to Disclose the Identity of Intermediary 143 or Alternatively to Stay"

Rendue par la Chambre d'appel le 8 octobre 2010

Judgment on the appeal of Prosecutor against the oral decision of Trial Chamber I of 15 July 2010 to release Thomas Lubanga Dyilo

Rendue par la Chambre d'appel le 8 octobre 2010

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. L'ouverture du procès, initialement programmée au 14 juillet 2010, a été reportée.

Décisions adoptées entre le 4 et le 8 octobre 2010

Affaire Bemba

Order for submissions on the presentation of evidence at trial

Rendue par la Chambre de première instance III, le 4 octobre 2010

Decision on the Prosecution's Request for Approval of a Proposed Expert and for Extension of Time for the Submission of the Expert Report

Rendue par la Chambre de première instance III, le 7 octobre 2010

Scheduling Order for the judgment on the appeal of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo against the decision of Trial Chamber III of 24 June 2010 entitled "Decision on the Admissibility and Abuse of Process Challenges"

Rendue par la Chambre d'appel le 8 octobre 2010

Order on the classification of documents

Rendue par la Chambre d'appel le 8 octobre 2010

Decision on the defence application to obtain a ruling to correct the revised Second Amended Document containing the Charges

Rendue par la Chambre de première instance III, le 8 octobre 2010

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#)

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre [chaîne YouTube](#)

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur [Twitter](#)

Événements

Un séminaire régional sur la CPI s'est tenu à Yaoundé (Cameroun)

Madame le juge Fatoumata Dembele Diarra, vice-présidente de la Cour pénale internationale (CPI), et le professeur Maurice Kamto, ministre délégué auprès du ministre de la Justice du Cameroun, ont ouvert le 4 octobre 2010 à Yaoundé (Cameroun) un séminaire régional de formation sur la Cour pénale internationale. Des représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Justice, des Barreaux nationaux et des organisations de la société civile de huit pays francophones d'Afrique centrale ont participé à ce séminaire, qui s'est déroulé jusqu'au 8 octobre.



Mme Arbia et les intervenants à la cérémonie de clôture ©ICC-CPI

La vice-présidente de la CPI, après avoir remercié l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Ministère Français des Affaires étrangères et le Ministère de la Justice du Cameroun de leur soutien déterminant pour la tenue de ce séminaire, a souligné dans son discours d'ouverture : « Les juridictions nationales et la CPI poursuivent le même objectif : le triomphe de la justice et de la lutte contre l'impunité. C'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui dans le but de construire ensemble un avenir où les crimes ne resteront plus impunis, où la force dissuasive des condamnations mettra fin aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, au crime de génocide et au crime d'agression ».

A l'occasion de la clôture du séminaire régional, Mme Silvana Arbia, le Greffier de la Cour, a félicité les participants déclarant : « vous venez de confirmer que la Cour, votre Cour, n'est pas une Cour étrangère, [et qu'] elle fait partie intégrante des systèmes judiciaires nationaux ». Après cinq jours de travaux intenses et fructueux sur le thème « Regards croisés sur les enjeux et perspectives de la justice pénale internationale : La Cour pénale internationale et les juridictions nationales », des représentants des ministères des Affaires étrangères et de la Justice, des Barreaux nationaux et des organisations de la société civile de huit pays francophones d'Afrique centrale ont adopté un rapport contenant leurs recommandations et les conclusions de leurs travaux. Ces suggestions vont également renforcer la coopération et mettre en œuvre la complémentarité positive a assuré Mme Arbia.

Le Greffier a remercié le Ministère de la Justice du Cameroun, le Ministère des Affaires étrangères de la France et l'Organisation Internationale de la Francophonie pour leur contribution essentielle à l'organisation du Séminaire. Elle a également souligné la relation particulière qu'entretient le Cameroun avec la Cour, bien que n'ayant pas encore ratifié le Statut de Rome. Cette relation est illustrée par « les réponses positives que le Cameroun réserve régulièrement aux demandes de coopération de la Cour mais également par leur disponibilité à accueillir ce séminaire », a précisé le Greffier.

Pendant cinq jours, des participants venant du Burundi, du Cameroun, du Congo Brazzaville, du Gabon, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Tchad ont échangé leurs vues avec de hauts représentants de la Cour ainsi que des experts. Plusieurs ateliers ont permis d'aborder des questions telles que la place de la CPI au sein du système de justice pénale internationale, son mandat et sa structure, les principes qui gouvernent sa compétence et les droits des parties et participants à la procédure devant elle.

Le Président de la CPI ouvre la réunion du Commonwealth des Nations sur la CPI

Le 5 octobre 2010, le Juge Sang-Hyun Song, président de la Cour pénale internationale (CPI), a appelé les pays du Commonwealth parties au Statut de Rome à profiter de leurs bonnes relations avec les Etats du Commonwealth qui ne sont pas parties au Statut pour mettre en valeur les bénéfices d'appartenir au système créé par le Statut de Rome, ainsi qu'à offrir leur assistance technique afin de faciliter les ratifications du Statut. 34 pays du Commonwealth ont déjà rejoint le Statut de Rome, dont trois qui l'ont ratifié cette année.

Le Juge Song s'est adressé à l'audience à l'ouverture de la Réunion du Commonwealth des Nations sur la Cour pénale internationale, organisée par la Division des affaires juridiques et constitutionnelles de la Secrétariat du Commonwealth et qui s'est déroulée du 5 au 7 octobre 2010, à Malbrough House (Londres). Au cours de cette réunion, différents aspects cruciaux du système créé par le Statut de Rome ont été discutés. Dans son discours d'ouverture, le Juge Song a félicité le Secrétariat du Commonwealth pour son travail excellent et continu visant à faciliter l'assistance technique et à agir en catalyseur des efforts pour promouvoir la ratification et la transposition du statut de Rome au sein des pays du Commonwealth.



Le Juge Song à l'ouverture de la réunion du Commonwealth sur la CPI © Division de communications et des affaires publiques, Secrétariat du Commonwealth

Le président Song a décrit les accomplissements de la CPI, et a expliqué la nature purement juridique de son mandat, son indépendance, la diversité géographique en son sein et, surtout, les garanties d'un procès équitable que la CPI offre ainsi que l'importance accordée à la position des victimes participant aux procédures devant elle. Il a également discuté de l'existence de plusieurs fausses perceptions de la Cour et a encouragé les pays du Commonwealth, non parties au Statut de Rome, à demander des informations supplémentaires si nécessaire et à considérer la question de ratification avec un esprit ouvert. Vingt pays des 54 membres du Commonwealth n'ont pas encore rejoint la CPI, même si cinq parmi eux ont déjà signé le Statut.

Le Juge Song a souligné que le Statut de Rome reflète la conviction de la majorité des Etats du monde, à savoir que les crimes de génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes d'agression ne peuvent être tolérés. Le Juge Song a également souligné que la CPI demeure une cour de dernier recours et qu'il est de l'obligation de chaque Etat d'exercer sa compétence pénale nationale pour poursuivre les auteurs de tels crimes. Il est possible de mettre fin à l'impunité, mais uniquement par le biais d'une action déterminante et d'un engagement continu, a déclaré le président de la CPI.

Le discours du Président Song (en anglais)

Calendrier

OCTOBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31
NOVEMBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
Événements futurs 22 novembre 2010 : Date fixée pour l'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire <i>Le Procureur c. Abdallah Banda Abkaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)</i> .						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.